DIAL

L’actualité en bref - mai 2003

Nicolas Pinet

dimanche 1er juin 2003, mis en ligne par Dial, Nicolas Pinet

AMÉRIQUE LATINE

Du 28 avril au premier mai s’est tenue, à Buenos Aires, une rencontre pour la « Mondialisation de la vie pleine ». Convoquée par le Conseil latino-américain des Églises (CLAI en espagnol), sous les auspices du Conseil mondial des Églises, la rencontre a réuni plusieurs centaines de délégués des églises évangélistes, et publié une déclaration « Les églises évangéliques disent basta » critiquant sévèrement le modèle économique néo-libéral et proposant une série de changements. Elles prétendent représenter 15 à 20 % de la population d’Amérique latine.

La XIIe conférence de chefs d’État d’Amérique latine, d’Espagne et du Portugal (novembre 2002) a chargé l’ancien président brésilien Fernando Henrique Cardoso de constituer une équipe pour étudier les modalités d’une plus grande présence internationale de la communauté ibéroaméricaine. Ce groupe de réflexion propose la création d’un secrétariat général permanent, et prévoit la constitution d’une union politique. La prochaine réunion de chefs d’État est prévue pour le 14 et 15 novembre, en Bolivie.

AMÉRIQUE DU SUD

Les attentats du 11 septembre 2001, le déclenchement de la « guerre contre le terrorisme », et la réanimation du Traité interaméricain d’assistance réciproque (TIAR) ont renforcé les discussions sur la sécurité dans la région. Mais il n’y a pas, pour l’instant, d’accord en la matière pas plus qu’il n’y a de doctrine militaire commune.

Le gouvernement équatorien s’est donné comme priorité le renforcement de la Communauté andine de nations (CAN – Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela) et son intégration avec le Mercosur (Marché commun du sud). Va dans ce sens la visite du président équatorien Lucio Gutiérrez à son homologue brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, le 26 mai. Selon les déclarations de la ministre des Relations extérieures, Nina Pacari, l’accession à la présidence de la CAN de l’Équateur, en juin, devrait permettre de mettre en place les bases d’une future monnaie commune, de porter plus d’attention au développement social des pays du bloc, de renforcer le rôle du Parlement andin et le processus d’intégration du sous-continent.

MERCOSUR

Le président uruguayen, Jorge Batlle, en visite officielle à Brasilia, lundi 12 mai, s’est associé à la volonté de son homologue brésilien de renforcer le Mercosur, laissant de côté ses efforts pour développer une relation bilatérale avec les États-Unis. Il a proposé en outre, hors communiqué officiel, la négociation d’un accord commercial entre le Mercosur et les États-Unis, alternative nommée « Quatre plus un » – proposition qui fait son chemin au sein du gouvernement brésilien, conscient des difficultés et des risques de la ZLÉA (Zone de libre-échange des Amériques).

ARGENTINE

Peu après le premier tour des élections présidentielles, Néstor Kirchner, candidat donné favori, a effectué un bref voyage au Brésil et au Chili, et rencontré les présidents des deux pays. L'entrevue avec le chef d'État chilien, Ricardo Lagos, a évoqué la nécessité du renforcement politique du Mercosur et du développement des liens bilatéraux.

L'ancien président argentin, Carlos Menem (1989-1999) a déclaré, mercredi 14 mai, qu'il se retirait de la compétition électorale. Son concurrent, gouverneur de la province austral de Santa Cruz, était donné pour vainqueur par les enquêtes avec plus de 40 % d'avance. Néstor Kirchner, membre de l'aile gauche du Parti justicialiste, assume donc officiellement la présidence à partir du dimanche 25 mai. Il aura à conquérir par sa pratique gouvernementale la légitimité électorale dont l'a privé la défection Carlos Menem, l'empêchant de remporter une large victoire au second tour.

La grâce présidentielle octroyée par le président sortant, Eduardo Duhalde, au militaire rebelle Mohamed Alí Seineldín, qui avait commandé un soulèvement d'une partie de l'armée contre le gouvernement de Menem – en 1990 –, à l'ancien leader guérillero Enrique Gorriarán Merlo, ainsi qu'à 7 militaires et 16 civils qui ont participé à des actes de violence politique à la fin des années 80 et au début des années 90 a déclenché de vives critiques, y compris de la part du nouveau président.

BOLIVIE

Lundi 28 avril, le président bolivien, Gonzalo Sánchez de Lozada, accompagné de 9 de ses ministres, rendait visite à son homologue brésilien. Dans un communiqué commun, les deux présidents ont souligné l'importance du commerce du gaz naturel bolivien dans « l'alliance stratégique entre les deux pays ». Depuis l'inauguration d'un gazoduc en juillet 1999, la valeur des exportations boliviennes vers le Brésil a été multipliée par 18. Les deux pays se proposent de réviser le contrat qui régit actuellement les exportations boliviennes de gaz, dans un sens plus favorable au Brésil.

Les 12 et 13 février, de violents affrontements opposaient policiers et militaires, sur la place Murillo de la Paz, où se trouvent les sièges des pouvoirs exécutifs et législatifs, provoquant la mort de 29 personnes, civils et militaires. Les policiers se sont mutinés le 11 février pour protester contre l'intention du gouvernement d'appliquer un impôt de 12,5 % sur les salaires de plus de 130 dollars et réclamer des augmentations de salaires. La mutinerie a été réprimée par l'armée. Dans les semaines qui suivirent, le gouvernement a demandé à l'OEA (Organisation des États américains) une enquête sur les événements. Le rapport, publié mi mai, considère les policiers responsables des violences de février. Son intégrité a été mise en question par l'opposition (Evo Morales), les policiers, divers groupes humanitaires et certains des hommes politiques appuyant le gouvernement.

CHILI

C'est la seconde fois en un mois que des membres de l'armée ou de la brigade des stupéfiants sont impliqués dans des affaires de corruption révélant l'existence de liens avec des narco-traficants. Ces deux cas viennent ternir l'image d'un pays considéré traditionnellement comme le moins corrompu d'Amérique latine.

COLOMBIE

Début mai, lors d'une attaque par l'armée, dix otages, avec parmi eux Guillermo Gaviria, ancien ministre de la Défense et son conseiller de paix, Gilberto Echeverri ont été exécutés par les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie). Les familles des otages des FARC et un groupe d'ONG ont réclamé de nouveau, mardi 6 mai, au gouvernement et à la guérilla de trouver rapidement un accord humanitaire.

CUBA

Mardi 13 mai, le gouvernement des États-Unis a déclaré persona non grata à 7 fonctionnaires du Bureau des intérêts cubains à Washington, leur donnant 10 jours pour quitter le pays. 7 autres diplomates de la délégation cubaine devant l'ONU, qui siège à New York, devront eux aussi retourner à Cuba : ils ont été accusés, lundi 12, d'activités nuisant aux États-Unis. Le gouvernement cubain a qualifié la mesure d'« acte irrationnel de vengeance » et a déclaré qu'il « prendrait le temps nécessaire » pour répondre à la « provocation ».

Cuba a retiré de nouveau sa demande d'adhésion à l'Accord de Cotonou pour la coopération entre l'Union européenne (UE) et le Groupe de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). En réaction aux peines sévères appliquées par le régime à 70 dissidents et à l'exécution des trois personnes qui avaient tenté de détourner une embarcation vers les États-Unis, la Commission européenne avait décidé le 30 avril de reporter sine die l'évaluation de la demande cubaine, qui aurait dû normalement être présentée au Conseil des ministres de l'UE en juin.

Le 20 mai, les cubains anticastristes exilés aux États-Unis célèbrent leur Jour de l'indépendance, en souvenir du 20 mai 1902, jour où fut proclamé la République de Cuba, après 3 ans d'intervention militaire états-unienne. Avant de se retirer, les États-Unis avaient imposé l'ajout d'un amendement à la Constitution qui les autorisaient à intervenir chaque fois que cela leur paraîtrait nécessaire. Le traditionnel message du président états-unien en ce jour s'est limité à exprimer « l'espoir que le peuple cubain puisse jouir bientôt des mêmes libertés et droits » que les états-uniens, sans annoncer de nouvelles mesures contre le gouvernement cubain. Cependant, ce même jour, un avion diffusant TV Martí, créée dans les années 1980 pour diffuser des informations anticastristes, est passé au large de la côte nord de l'île interrompant les émissions des chaînes de diverses provinces. Des coupures de courant auraient apparemment minimisé l'impact de ces transmissions.

ÉQUATEUR

L'augmentation des immigrés colombiens (et péruviens), s'est accompagnée d'une recrudescence de xénophobie.

Les poursuites judiciaires engagées contre ChevronTexaco, une entreprise pétrolière multinationale, ont, mercredi 7 mai, été transférées par la justice états-unienne vers la Cour suprême de la ville de Nueva Loja, au nord du pays. Les poursuites ont été engagées il y a 9 ans par des représentants de quelque 30 000 indigènes et paysans affectés par l'exploitation pétrolière. La Cour vient de charger le ministère des Affaires étrangères des démarches nécessaires à la comparution du président de la multinationale.

GUATEMALA

Mercredi 7 mai, la Quatrième Cour d'appel a exempté de toute culpabilité trois des officiers accusés d'avoir ordonné en 1990 l'assassinat de l'anthropologue Myrna Mack. Le verdict, dénoncé par des fonctionnaires de l'ONU, des diplomates et des organisations luttant en faveur des droits humains, met en question la crédibilité du système judiciaire et le processus de paix initié en 1996.

MEXIQUE

Le président Vicente Fox a déclaré lundi 28 mai, devant plus de 1 000 invités que la signature de l'Accord national pour la campagne marque le début d'une nouvelle ère pour le secteur, qui concentre 75 % de la pauvreté du pays. Mais l'Union nationale des organisations régionales agricoles autonomes (UNORCA), qui s'est refusé à signer l'accord, reproche à l'Accord, tout comme d'autres analystes, d'être superficiel. L'accord, souscrit après quatre mois de dialogues et de mobilisations des paysans, énonce les promesses du gouvernement mais ne précise pas d'où et quand viendront les fonds.

La mort de 17 immigrants illégaux, rendue publique mercredi 14 mai dans l'État du Texas, est pour le Mexique un témoignage de plus de l'urgence de trouver un accord migratoire avec les États-Unis. Le président Vicente Fox cherche depuis le début de son mandat, fin 2000, à obtenir la légalisation des plus de 4 millions d'immigrants mexicains sans papiers qui travaillent dans le pays voisin. Mais le gouvernement états-unien a augmenté sa résistance traditionnelle à un accord global sur l'immigration depuis que le Mexique, membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a refusé de soutenir l'invasion de l'Irak.

PARAGUAY

Le nouveau président élu, Nicanor Duarte Frutos entrera en fonction le 15 août. Le vice-président élu, Luis Castiglioni, accompagné d'un groupe d'experts, s'est rendu à États-Unis du 26 au 30 mai pour renégocier avec divers organismes internationaux les conditions d'octroi de crédits bloqués par la Banque mondiale (BM) et la Banque interaméricaine de développement (BID) qui considèrent que le Paraguay n'apporte pas les contreparties locales attendues.

EL SALVADOR

À la fin du mois d'avril, les autorités états-uniennes ont prolongé jusqu'en janvier 2005 le Statut de protection temporaire (TPS en anglais) permettant aux quelque 82 000 Honduriens et 5 000 Nicaraguayens de rester dans le pays. Le Statut de protection temporaire a été établi en 1990 et permet de délivrer des permis de séjour temporaires aux étrangers qui ne peuvent rentrer dans leur pays pour cause de conflits, catastrophes naturelles et autres situations extraordinaires. Quelque 260 000 Salvadoriens sont quant à eux encore dans l'expectative, menacés de devoir quitter le pays si aucune prolongation de leur permis de séjour n'intervient d'ici au 9 juillet.

VENEZUELA

Le premier mai, journée internationale des travailleurs, a été l'occasion de deux manifestations. La première, convoquée par la Confédération de travailleurs du Venezuela (CTV) a réuni des dizaine de milliers d'opposants, et marqué le retour de la contestation dans la rue, après 3 mois de reflux. Les partisans de Hugo Chávez se réunirent eux aussi et durant la manifestation fut annoncée la création d'une nouvelle centrale syndicale, l'Union nationale des travailleurs qui affirme représenter quelque 1 200 organisations de base, contre 2 300 pour la CTV. Un manifestant de l'opposition a été tué.

Le secrétaire général de la OEA, César Gaviria, responsable de la Table de négociation et d'accords entre opposition et gouvernement travaille sur un texte s'inspirant des propositions de l'un et l'autre bord, et qui devrait être plus bref que le document en 25 points adopté le 11 avril par la Table de dialogue. La délégation du gouvernement cherche à transférer la négociation vers le parlement et pourrait accepter de signer si l'application des résolutions du document était confié aux pouvoirs publics, l'opposition souhaite que la Table de négociations continue à fonctionner.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.